

Elections législatives du 23 Novembre 1958

1^{re} CIRCONSCRIPTION (ORLÉANS-EST)

La crise politique du mois de Mai dernier s'est heureusement résolue, en toute légalité, par l'accession au pouvoir du Général de Gaulle et les institutions que son gouvernement a proposées au pays ont été ratifiées par 80 % des voix des Français.

Les élections législatives pour lesquelles je me présente à vos suffrages, constituent le premier acte politique consécutif à ce référendum et elles auront une importance décisive sur l'orientation de nos nouvelles institutions.

Conseiller général et Vice-Président de l'Assemblée départementale depuis 1945, je connais les problèmes qui vous préoccupent.

La politique pratiquée en France depuis 1946 s'est révélée désastreuse, elle menait directement le pays à la catastrophe.

Seules l'intelligence politique, la haute valeur morale et la profonde humanité du Général de Gaulle ont évité la guerre civile et remis la France sur la bonne voie où les législateurs de demain, avec le Chef du Gouvernement et le Président de la République doivent les conduire vers un meilleur avenir.

Mais les énormes difficultés d'une véritable renaissance nationale, celles d'une crise de croissance française, ne sont pas écartées par l'établissement d'un pouvoir exécutif fort et stable sans lequel elles seraient cependant insolubles.

La natalité croissante, enregistrée en France depuis la fin de la guerre, et gage de notre avenir, nous impose une politique d'expansion économique continue.

Il faut nourrir, vêtir, soigner, instruire et loger un nombre toujours plus important de Français, leur donner un travail utile et bien rétribué.

Il faut adapter la production aux besoins de la consommation, mais une récente expérience nous a appris que l'expansion du crédit public ou privé doit être contenue dans la limite des disponibilités de la main-d'œuvre et des matières premières pour éviter le déséquilibre de notre balance commerciale extérieure et l'hémorragie de devises que nous avons connue en 1957-1958.

Alors seulement nous échapperons à l'inflation, à la baisse continue des monnaies et à la misère qu'elle apporte aux personnes à revenus fixes, notamment aux plus âgées, sans tomber dans la crise économique, le marasme des affaires et le chômage.

C'est par une politique de ce genre, fondée sur la confiance nationale et populaire que sera desserrée l'étreinte fiscale, notamment pour ceux qui sont le plus souvent et le plus injustement imposés.

Seule une stabilité monétaire assez longue ramènera le goût de l'épargne et permettra à la nation de mettre en place un équipement scientifique et technique approprié aux besoins d'une grande époque.

Ainsi la France, avec une assise économique solide, élargie aux immenses ressources du Sahara, pourra supporter victorieusement la concurrence internationale et entrer sans péril redoutable dans le cadre douanier d'une **Confédération Européenne** dont la constitution nous paraît indispensable à la survie de la civilisation occidentale et à l'équilibre mondial.

Ce faisant, notre pays de nouveau rayonnant et respecté dans le monde, pourra conserver librement dans son sillage, les Peuples d'Outre-Mer, aujourd'hui rangés volontairement autour d'elle et une **Algérie pacifiée**, à jamais française, avec sa personnalité, prospère comme la mère Patrie.



En résumé :

Assurer l'autorité gouvernementale et la stabilité politique dans le respect des libertés républicaines.

Développer l'expansion économique du Pays et permettre ainsi d'améliorer le pouvoir d'achat et le niveau de vie des classes laborieuses.

Aménager une véritable détente fiscale, notamment à l'égard des commerçants, artisans, professions libérales et classes moyennes écrasés par l'impôt.

Préserver à la veille de l'entrée de la France dans le marché commun la production industrielle et agricole, et en particulier celle de notre paysannerie du Val de Loire et de la Sologne si souvent sacrifiée.

(Équipement rural ; assainissement du sol ; électrification ; entretien des chemins ; adduction d'eau.)

Pourvoir au logement de tous et à l'instruction de nos enfants.

Permettre aux vieillards de vivre décemment (Maison de retraites pour les vieux ménages.)

Faire confiance au Général de Gaulle pour instaurer la Paix en Algérie et aménager la communauté Franco-Africaine.

C'est pour traduire ce programme sur le plan législatif que pour la première fois je me présente à vos suffrages.

La grande plaie de la IV^e République fut l'instabilité gouvernementale née de la multiplicité des partis politiques.

Le Général de Gaulle qui n'a donné son investiture à personne a souhaité voir se regrouper les forces en présence. C'est pourquoi fidèle à ma ligne de conduite, et suivant ainsi celui à l'appel duquel j'avais répondu dès le **18 Juin 1940**, j'ai accepté de me présenter devant le corps électoral, comme candidat d'UNION DEMOCRATIQUE ET REPUBLICAINE, représentant un large secteur d'opinion.

Je déplore la multiplicité des partis, elle risque de compromettre à nouveau l'avenir de cette V^e République qui doit rassembler toutes les catégories de Français autour du drapeau national.

VIVE LA 1^{re} CIRCONSCRIPTION !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

Docteur Jean GROSBOIS

Chevalier de la Légion d'Honneur.

Croix de Guerre.

Conseiller Général.

Vice-Président de l'Assemblée départementale.

Président de la Commission des Finances
du Conseil Général.

Remplaçant éventuel : **Henri FOUCHARD**

Agriculteur à Cerdon-du-Loiret,

Président de la Fédération Départementale des Planteurs de Tabac.